



Conférence internationale
Initiatives des communautés, politiques publiques et État social au Sud et au Nord : Les défis de la prochaine décennie
Université du Québec en Outaouais
24 et 25 septembre 2008

Quelle mondialisation pour demain ?

Par Philippe Frémeaux,

Directeur des magazines
Alternatives Economiques et
Alternatives Internationales.
Paris.



Conférence internationale CRDC. Séance de clôture du Jeudi 25 septembre 2008.

Résumé : Un nombre croissant de citoyens du monde ont pris conscience de la nécessité d'apporter des solutions à la fois locales et globales aux défis politiques, économiques, sociaux et environnementaux auxquels l'humanité est confrontée. Leur action est d'autant plus nécessaire que le retour des Etats sur la scène mondiale n'est pas forcément favorable à une gestion coopérative des problèmes du monde.

Le concept de mondialisation s'est imposé, au début des années 90, pour décrire le résultat des transformations économiques, mais aussi géopolitiques intervenues au cours des décennies 70 et 80. Rappelons-en ici quelques-unes pour donner la mesure du changement intervenu : multiplication des firmes réseaux organisant leurs processus productifs à l'échelle mondiale, circulation toujours plus libre des marchandises, services et capitaux, diffusion accélérée des nouvelles technologies, extension à toute la planète de l'économie de marché, croissance spectaculaire de la Chine et de l'Inde...



Conférence internationale

Initiatives des communautés, politiques publiques et État social au Sud et au Nord : Les défis de la prochaine décennie

Université du Québec en Outaouais

24 et 25 septembre 2008

Même si les gouvernements des États dominants, et les organisations internationales qu'ils contrôlent ont joué un rôle essentiel dans ces transformations en produisant de nouvelles règles du jeu d'inspiration néolibérale, ces transformations ont des causes très complexes et diverses et nul ne les a organisés et pensés dans leur totalité ni dans leurs conséquences. Ainsi, le réchauffement climatique, aujourd'hui en tête de l'agenda mondial, était un non-sujet voici encore quinze ans. Ceux qui expliquent la marche du monde à travers une cause unique – en l'espèce le néo-libéralisme – prêtent aux puissants de ce monde – dirigeants des pays riches, firmes transnationales – une influence sur la marche du monde excessive, à la mesure sans doute de celle qu'ils rêvent d'exercer.

Rappelons au passage que si le discours néolibéral n'a pas été plus rejeté, c'est qu'à certains égards, il est en phase avec les mutations sociales et culturelles engendrées par la généralisation du salariat, de la vie urbaine et par la hausse générale du niveau culturel observée dans les pays riches au cours des dernières décennies. Ces mutations ont libéré les individus de leurs vieilles attaches religieuses, familiales, idéologiques. Nul n'attend plus le salut de Dieu ni de l'émancipation collective de la classe ouvrière. La soumission à l'autorité du père, du curé et du parti n'est plus ce qu'elle était. Ces transformations ont contribué à faire reculer le syndicalisme et les partis ouvriers. Mais elles ont été porteuses de demandes nouvelles de liberté et d'égalité : chacun aspire désormais à avoir les mêmes droits et les mêmes chances que les autres. C'est bien cet individualisme contemporain qui a permis aux femmes de disposer enfin librement de leur corps et de leur vie, c'est lui qui a permis l'irruption de l'écologie politique, en jetant aux orties la philosophie de l'histoire prométhéenne héritée du marxisme, c'est lui enfin qui crée les conditions d'une démocratie revivifiée, laissant une large place à l'expression directe et participative des individus et favorisant l'engagement librement consenti dans de multiples organisations sociales.

Mais revenons à la mondialisation. Les mutations de l'économie mondiale que nous venons de décrire ont donné un coup de vieux à la vision de la société internationale née avec le traité de Westphalie. Désormais, les acteurs privés, qu'il s'agisse des entreprises, des ONG ou encore des individus, jouent un rôle croissant sur la scène internationale. Le monde ne peut plus être pensé seulement comme un



Conférence internationale

Initiatives des communautés, politiques publiques et État social au Sud et au Nord : Les défis de la prochaine décennie

Université du Québec en Outaouais

24 et 25 septembre 2008

concert de nations entretenant entre elles des rapports de coopération ou de conflits, mais comme une totalité au sein de laquelle de multiples acteurs différents interagissent.

Il en est résulté un affaiblissement réel de la capacité de régulation des États, au-delà des inégalités structurelles qui les opposent. Cet affaiblissement a été pour partie voulu : les gouvernements néolibéraux se sont assez facilement accommodés du développement du chômage de masse comme de la pauvreté et de la précarité tandis que d'autres gouvernements, notamment dans les pays d'Europe nordique, pourtant très ouverts à la mondialisation, sont parvenus à en contenir en partie les effets. La mondialisation a néanmoins rendu moins pertinent le cadre de l'État-nation, comme espace privilégié des régulations économiques, sociales, environnementales.

Cet affaiblissement des États, ou leur refus d'agir, ont contraint les individus à réagir, à s'organiser, pour tenter de pallier les défaillances des gouvernements ou tenter de faire pression sur eux. Si certaines organisations ont été affaiblies par les transformations récentes du salariat, on a vu se multiplier les organisations dites de la société civile tandis que la mondialisation, au-delà de ses effets économiques, provoquait une demande de confrontation des idées qui se traduisait par la constitution de réseaux associatifs ou universitaires.

Les plus enthousiastes ont alors sans doute parlé un peu vite de l'émergence d'une société civile mondiale, comme si un véritable espace de délibération démocratique se constituait au niveau mondial. Tout cela est cependant resté très partiel. La soi-disante société civile internationale a en fait rassemblé des organisations à la représentativité inégale, sur une base géographique limitée, faute de parvenir à mobiliser des acteurs issus de toutes les régions du globe.

L'idée a néanmoins connu un grand succès dans nos pays, parce que le néolibéralisme y avait provoqué un grand vide politique. Et s'il n'existe donc pas réellement de société civile mondiale, il existe bien en revanche un processus qui la porte en germe, et dont la manifestation majeure réside dans le fait qu'un grand nombre d'acteurs sociaux intègrent désormais la dimension globale dans la façon dont ils conçoivent leur action. Sous la pression de la réalité, nombre de militants et d'organisations ont compris que les problèmes auxquels nous sommes confrontés,



Conférence internationale

Initiatives des communautés, politiques publiques et État social au Sud et au Nord : Les défis de la prochaine décennie

Université du Québec en Outaouais

24 et 25 septembre 2008

du chômage aux inégalités en passant par le changement climatique, devaient être pris en charge à la fois localement et globalement. On a bien vu, durant ces deux jours, qu'une organisation de solidarité internationale ne peut plus être indifférente à la montée des inégalités au Nord et qu'un syndicat de salariés du Nord ne peut plus penser son action sans articuler ses revendications avec les exigences des travailleurs des pays du Sud. De même, les organisations d'économie sociale et solidaire, pourtant historiquement très ancrées dans le local, parce qu'elles construisent des solutions répondant aux besoins des gens ici et maintenant, cherchent désormais à essaimer et échanger leurs pratiques, leurs expériences, au-delà de leurs frontières.

Si une société civile internationale est en gestation, c'est bien dans ce mouvement de convergence apparu entre les vieilles organisations de solidarité internationale, les ONG thématiques globales, et toutes les organisations sociales ancrées dans le local ou le national au nord comme au sud : organisations de l'économie sociale et solidaire, mouvements des femmes, syndicats de salariés, et dans une moindre mesure, collectivités territoriales comme l'illustre les acteurs réunis ces deux jours.

Le corollaire évident de ces transformations est que la solidarité internationale à l'ancienne, découplée des mouvements sociaux internes au Nord comme au Sud, a vécu. Et c'est une des réussites du mouvement des Forums sociaux que d'être parvenu à rassembler sur un pied d'égalité des mouvements sociaux du Sud et du Nord et d'avoir, dans le même temps, décliné ces rassemblements à l'échelle locale, nationale, régionale, à la manière de poupées gigognes. En effet, il est clairement apparu, durant ces deux jours, que civiliser la mondialisation, ce n'est pas seulement discuter dans les forums mondiaux et dialoguer avec les organisations internationales. C'est aussi se battre à tous les niveaux pour la défense de nos droits. Et quand, par exemple, l'économiste Paul Krugman fait de la généralisation de l'assurance-maladie le principal enjeu de l'élection présidentielle américaine, il contribue aussi à défendre la place des biens publics sur l'ensemble de la planète.

Certains considèrent aujourd'hui que la société civile internationale serait en voie d'affaiblissement au motif qu'elle ne suscite plus le même intérêt médiatique. Ce n'est pas mon opinion. La mondialisation continue de faire son œuvre et engendre les contre-pouvoirs qui peuvent la civiliser, y compris dans les pays qui semblaient



Conférence internationale

Initiatives des communautés, politiques publiques et État social au Sud et au Nord : Les défis de la prochaine décennie

Université du Québec en Outaouais

24 et 25 septembre 2008

jusque là imperméables aux thématiques altermondialistes. La montée des luttes sociales et environnementales dans la Chine d'aujourd'hui en témoigne.

En fait, la moindre visibilité de la société civile internationale accompagne l'affaiblissement des institutions qu'elle avait un temps désigné comme son principal ennemi : les organisations financières et commerciales internationales. Or, les IFI et l'OMC, hier grands organisateurs de la mondialisation libérale, sont clairement affaiblies.

Face à la crise financière, face aux risques de pénurie de ressources énergétiques ou alimentaires, l'Etat est de retour au Nord. On observe un net recul du multilatéralisme, qu'illustrent également la prolifération des traités commerciaux bilatéraux et l'échec de Doha.

Cette évolution est pour partie une conséquence des nouveaux rapports de force entraînés par la montée des pays émergents. Et de leur irruption comme acteurs majeurs sur la scène internationale. Les dirigeants de ces pays ont su maîtriser leur intégration au marché mondial, en la conduisant au bon rythme, et en sachant défendre leurs propres intérêts. Et s'ils contestent les règles du jeu international imposées par le Nord, c'est désormais dans le but de les modifier à la marge afin d'en tirer avantage à leur tour, comme on l'a bien vu lors des négociations de Doha sur les questions agricoles ou de propriété industrielle.

La réussite des pays émergents est bienvenue en ce qu'elle nous montre que les pays du Sud ne sont pas condamnés à tout jamais au sous-développement. Notre regard sur les peuples du Sud s'en est trouvé changé : ils sont devenus nos concurrents, et donc nos égaux. Une bonne nouvelle à l'échelle de l'histoire des derniers siècles. La réussite des émergents nous fait également réfléchir dans la mesure où elle nous rappelle le rôle essentiel de l'Etat dans les processus de développement, pour autant qu'il se révèle soucieux de développer les infrastructures, d'investir dans l'éducation et la santé, et de créer les conditions de stabilité et de sécurité nécessaire pour que les acteurs privés investissent, développent leur activité sans risque de se voir confisqué le fruit de leurs efforts. Si la mobilisation des sociétés peut être parfois un substitut à l'action publique défailante, elle ne peut suffire à engendrer un processus de développement. Et un des objectifs majeurs de nos organisations, on l'a bien vu durant ces deux jours, est



Conférence internationale

Initiatives des communautés, politiques publiques et État social au Sud et au Nord : Les défis de la prochaine décennie

Université du Québec en Outaouais

24 et 25 septembre 2008

de contraindre les gouvernements de mener les bonnes politiques. A ce point de vue, certains discours *bottom-up* repris sans nuance par des ONG de développement, ont pu être le faux nez des politiques néolibérales.

Le recul général de l'idéologie libérale peut avoir des effets contradictoires. Dans les pays du Nord, l'idée que le laissez faire engendrerait mécaniquement un optimum économique et social en a pris un sérieux coup. Mais la réaffirmation de l'utilité du politique ne constituera un progrès que si les gouvernements au Nord comme au Sud se montrent capables de concevoir leurs intérêts d'une manière moins étroite et moins court termiste. Ce n'est encore guère le cas aujourd'hui, d'autant qu'il faut bien admettre que les demandes auxquels ils sont soumis de la part des citoyens sont largement contradictoires. Il ne faut cependant pas désespérer de tout. Sur certains dossiers où la menace concerne toute la planète, comme le réchauffement climatique, quelques perspectives de progrès apparaissent aujourd'hui puisque Obama et McCain sont d'avis de sortir de l'immobilisme des années Bush.

La nouvelle donne mondiale est donc un sérieux défi pour les mouvements qui veulent civiliser le monde. Face au risque d'exacerbation des rivalités entre Etats, nous ne devons pas perdre de vue que l'espace majeur du vivre ensemble, de la démocratie, de la solidarité fiscale acceptée, bref, l'espace du politique demeure le cadre national. N'oublions pas non plus que les peuples, insécurisés par la mondialisation, par les incertitudes sur l'avenir des systèmes sociaux et de l'emploi, attendent légitimement de leurs élus plus de sécurité. N'oublions pas que la solidarité internationale est plus difficile à vendre quand le Sud ne s'incarne plus seulement dans de sympathiques coopératives latino-américaines productrices de café équitable mais dans un socialisme de marché chinois qui vole nos emplois et nous dispute les derniers barils de pétrole disponibles. La tentation de la fermeture, du repli sur soi risque donc de revenir et de manière plus forte que jamais.

Face au désordre du monde, face aux menaces d'affrontement qu'il porte en germe, il nous faut donc poursuivre ce long travail de mise en réseau, de confrontation démocratique de nos valeurs et de nos intérêts. Il n'en sortira pas le programme en dix points d'un gouvernement mondial. Mais cela peut faire émerger progressivement, thème par thème, dossier par dossier, ce qui pourrait être un intérêt général mondial.



Conférence internationale

Initiatives des communautés, politiques publiques et État social au Sud et au Nord : Les défis de la prochaine décennie

Université du Québec en Outaouais

24 et 25 septembre 2008

La priorité, à mes yeux, est clairement de faire avancer l'idée que la réduction de la pauvreté et le développement réellement durable ne sont pas incompatibles, bien au contraire. Réduire les inégalités, au plan interne, comme international, est une condition pour que les gouvernements et les peuples du Sud, mais aussi les électeurs du Nord, acceptent d'adopter des modes de production et de consommation compatibles avec les limites de la planète. On n'y parviendra pas sans encadrer la dynamique inégalitaire du capitalisme mondialisé et réduire les tensions qu'il engendre. Mais pour y parvenir, pour convaincre nos gouvernements d'agir, il faut d'abord gagner la bataille des idées : l'adoption d'une croissance durable ne doit pas être perçue comme une punition par les plus pauvres au Nord comme au Sud. Face à la fuite en avant actuelle, il nous faut expliquer sans relâche que l'adoption de modes de production et de consommation plus sobres et plus doux n'impliquera pas de vivre moins bien, mais permettra au contraire de vivre mieux, nous et nos enfants, et dans un monde en paix.